

Colloque UGTA/ Syndicat espagnol
CCOO
Algérie 2010 :
Entre effets et mesures face à la crise

Une croissance durable est-elle possible
malgré la crise?

Mustapha MEKIDECHE,
Conseil en Stratégie, 2Mc
Alger les 26 et 2 avril 2010

Colloque UGTA/Syndicat Espagnol CCOO Algérie 2010 : Entre effets et mesures face à la crise

- Cette présentation a pour objectif seulement de :
 - Identifier les menaces préexistantes à la crise ,
 - Spécifier les menaces et les opportunités nouvelles découlant de la crise,
 - Esquisser les atouts révélés ou potentiels et les contraintes de l'économie algérienne dans un contexte de sortie de crise(2010).

Plan de la présentation

- 1 . La situation économique et sociale à la veille de la crise
- 2. Les menaces induites par la crise,
- 2. Les réponses apportées sur le court et le moyen terme
- 4. Les scénarii envisageables

Identifier les menaces préexistantes à la crise

- Les importations alimentaires- entre l'année 2006 (3,572 milliards\$) et l'année 2008 (7,397 milliards\$)- ont plus que doublées.
- Les importations de services ont été en 2009 de 11 milliards\$ (balance déficitaire depuis 2000).
- Les importations de biens de consommation non alimentaires ont augmenté de deux tiers entre 2004 (2,61 milliards\$) et 2008 (4,122 milliards\$).
- Le poste débiteur « services, hors revenus des facteurs, net » a été multiplié par près de 4 passant de moins 2,01 milliards \$ en 2004 à moins 7,59 milliards\$ en 2008.
- ✓ Source : Banque d'Algérie juin 2009, Rapport 2008

Mais un cadre macroéconomique néanmoins stabilisé favorable aux affaires

(source CNES)

- Croissance Pib hors hydr.

- 2005: 4,7%
- 2006: 5,6%
- 2007: 6,3%
- 2008: 6,5%
- 2009: 6,1%

- Dette extérieure:

- 2005: 16,4 billions \$,
- 2006: 5,06 billions \$,
- 2007: 4,89 billions \$.

- Inflation:

- 2005: 1,5%,
- 2006: 2,5%,
- 2007: 3,5%
- 2008: 4%
- 2009: 5,4%

- Taux d'investissement:

- 2005: 22,3%,
- 2006: 23,1%,
- 2007: 25,4%

- Réserves de changes (US billions\$):

- 2005: 56,18
- 2006: 77,78,
- 2007: 110,18
- 2008: 150

- Solde extérieur courant (US billions \$)

- 2005: 21,18
- 2006: 28,95,
- 2007: 30,60

1 . La situation économique et sociale à la veille de la crise(1/2) :

avancées mais insuffisances et retards

- ❑ l'Algérie importe plus de \$40 milliards/an pour n'en exporter que \$1,3 milliard hors hydrocarbures;
- ❑ Croissance tirée par les secteurs hors hydrocarbures mais financée par hydrocarb.
- ❑ Baisse croissance industrielle: 2,5% en 2005 et 0,7 en 2007 avec une désindustrialisation avancée(<5% du PIB),
- ❑ Mais forte croissance BTPH : Près de 10% croissance en 2007 et 2008
- ❑ Secteur privé 42,5% de la VA
- ❑ Chômage en baisse mais encore sensible:
(11,5% 2009)
- Nécessité de mise à niveau des entreprises aux standards de compétition internationale (marchés, produits et technologies)
- Capacités entrepreneuriales encore insuffisante face aux besoins de croissance
- Accompagnement bancaire insuffisant surtout pour les PMI
- Développement des NTIC du point de vue hardware et faiblesse en matière d'industries du contenu
- Diversification insuffisante de l'économie algérienne

1. Les politiques publiques d'investissement(2000-2010)

Infrastructures de base et formation/éducation

- **Infrastructures (autoroute, route, ports)**
- **Transports(tram, métro, voies ferrées)**
- **Hydraulique (barrages, transfert)**
- **Agriculture: 60 millions qtx en 2009 record historique**
- **Logements(1million réalisé)**
- **Les NTIC**
- **L'éducation / recherche**

Investissements productifs locaux et IDE:

- **Pétrochimie en partenariat(28 milliards \$)**
- **Engrais en partenariat**
- **Centrales électriques**
- **Dessalement (2,2millions m3/j)**
- **Cimenteries,**
- **Agroalimentaire**
- **Acier et électrométallurgie**

Un cadre légal et institutionnel d'investissement ajusté à la crise

- ✓ **IDE: Participation < 51%**
 - I. Création d'activités par acquisition d'actifs
 - II. Participation dans le K des entreprises
 - III. Reprise par privatisation totale ou partielle
 - IV. Attribution concessions ou licences
- ✓ Commerce pour revente en l'état :
 - 30% participation algérienne obligatoire import
 - 30% vente product. nation

- Cadre d'action et principes légaux:
 - I. Liberté d'investir (art. 4 ordonnance 01/03)
 - II. Égalité de traitement (art. 14 alinéa 1)
 - III. Réglementation d'incitation et non de contrôle (dec. 93/12)
 - IV. Garanties et protection (25 conventions bilatérales (article 15: pas de rétroactivité en cas de révision ultérieure))
 - V. Arbitrage international possible (Convention New York, loi 88/18, décret 93/09)
 - VI. Garantie de transfert du K investi et revenus (art. 31)

Un cadre légal et institutionnel ajusté à la crise: LFC 2009

1. Avantages régime général:
 - ✓ Taux réduit droit de douanes équipements importés,
 - ✓ Franchise TVA biens et services incorporés à l'invest,
 - ✓ Exemption droits de mutation, à titre onéreux pour toute acquisition immobilière effectuée

2. Avantages régime dérogatoire:
 - ✓ En plus des avantages du régime général,
 - ✓ Exonération d'impôt IBS pour 10 ans,
 - ✓ Exonération IBS, TAP,
 - ✓ Exonération taxe foncière pour 10 ans,
 - ✓ Autres avantages: reports de déficits, délais amortissement

Un cadre légal et institutionnel ajusté à la crise (3/3)

- Institutions chargées de la promotion des investissements:
 - I. Conseil National de l'Investissement:
 - ✓ Présidé par le Premier Ministre,
 - ✓ Fixe la stratégie(décret 01-281; 24/9/01)
 - II. L'ANDI:
 - ✓ Promotion, information, accueil,
 - ✓ Octroi des avantages,
 - ✓ Suivi du respect des engagements souscrits

STRUCTURE ACTUELLE DES IDE (source MIPI)

- Une forte participation arabe
 - IDE arabes: 524 milliards DA (2001-2007) avec 264 projets, soit 60 % du total IDE, revue à la baisse avec la crise financière qui a touché Le Golf
 - IDE non arabes : 342 milliards de dinars avec un total de 367 projets, soit 40% du total IDE

Les besoins d'ajustement technologiques des entreprises et EFC: un contexte favorable dans la crise du fait diminution des coûts mondiaux des actifs

- Les entreprises algériennes s'intéressent à l'acquisition des nouvelles technologies (procédés de fabrication, qualité des produits, du management)
- Elles sont acquises à ce qui peut accroître leur productivité et diminuer de leurs coûts (groupes publics SAIDAL, SONELGAZ, SONATRACH et privés CEVITAL), IDE)
- Cette la volonté des entreprises , reflétée notamment dans l'augmentation du nombre de celles disposant de la normalisation ISO, a l'appui des pouvoirs publics
- Les ressources qui ont été mobilisées telles que celles des programmes MEDA, vont augmenter considérablement

Une démarche industrielle adaptée aux nouvelles conditions de concurrence

- Améliorer le climat des affaires pour:
 - ➔ Développer le secteur privé local,
 - ➔ Attirer les IDE,
 - ➔ Privatisations à achever (400 privatisées sur 1060 EPE).
 - ➔ Disponibilité locale de ressources financières de financement de projets en cette période de crise de crédits
 - ➔ Qualité du dialogue social entre partenaires et pouvoirs publics (tripartite, pacte national écon. et social)

- Instruments de stratégie industrielle,
 - ➔ les avantages comparatifs existants ou à construire (prix gaz et énergie, tissu industriel etc..)
 - ➔ un marché émergent et construction des alliances maghrébines, arabes et internationales,
 - ➔ Soutien à la mise à niveau des entreprises et promotion champions nationaux

CONCLUSION(1/2)

Le contexte de crise accroît les menaces mais donne aussi des opportunités:

- Le niveau des réserves de change(150 milliards) et le FRR assurent sur le moyen terme les équilibres des fondamentaux: budget et balance des paiements ,
Mais,
- Tensions sur la balance commerciale à court terme car les recettes en devises sont divisées par 2 en 2009(40 milliards \$), face à des importations de même niveau,
- Diversification insuffisante et existence de rentes et marchés informels qui freinent l'économie productive

Cependant,

1. Un climat des affaires passable mais en progrès,
2. Un cadre d'investissement à présent stabilisé,
3. Un marché en émergence: L'Algérie est le 2ième PIB d'Afrique et du Monde arabe,
4. Des besoins de mise à niveau industrielle et technologique insérée dans une stratégie de ré industrialisation avec des coûts d'acquisition d'actifs en baisse dans le monde

5.

CONCLUSION (2/2)

- Durée identifiée de la récession (crise courbe en U),
mais
- Pari sur prix pétroliers 60/70\$ atteint
car,
- ✓ Énergies nouvelles coûteuses (USA, UE)
- ✓ Désinvesti Hydrocarb.,
cependant,
- ✓ Menaces sur les parts et prix du gaz avec les gaz non conventionnels des USA

